

# PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national du 14 février 2013

---

## Introduction de Pierre Laurent

---

Cher-es camarades,

Je vous remercie d'être là, quelques jours seulement après notre congrès.

Notre première réunion a un objet précis : élire, comme le prévoient nos statuts, la présidence de notre conseil, le trésorier du Parti, ainsi que le Comité exécutif national et la coordination en son sein qui seront chargés de l'animation et de la mise en œuvre de notre travail. En vertu de ces mêmes statuts, il revient au Secrétaire national de vous faire ses propositions.

J'ai discuté ces propositions avec la petite commission de 8 camarades que je vous avais proposée dimanche à l'issue du congrès composée, je le rappelle, d'Isabelle De Almeida, Elsa Faucillon, Véronique Sandoval, Cécile Dumas, Jean Charles Nègre, Denis Rondepierre, Jean Luc Gibelin, Michel Rica. Seule Cécile n'a pas pu être des nôtres. Les propositions que je vais vous faire ont fait consensus. Les camarades réunis m'ont permis de préciser l'état d'esprit de travail collectif qu'elles appelaient. Mes propositions tiennent compte de ces discussions.

Avant d'en venir à mes propositions, je veux faire deux remarques :

1. La première concerne le bilan du congrès. Nous en évaluerons toute la portée en marchant, mais il est d'ores et déjà évident qu'il s'agit d'un congrès réussi, un congrès important dans la voie de notre renouveau. Un camarade m'a dit qu'il ne faut pas, cette fois, avoir peur d'user de qualificatifs. Je ne le ferais pas. Mais il est évident que ce congrès marque une étape remarquable. C'est un avis partagé par la quasi totalité de ceux qui l'ont vécu, délégués comme invités. L'écho médiatique et extérieur, national comme international, confirme cette appréciation.

La sérénité et l'unité de nos débats, la clarté des options prises, la portée de

notre « Humanifeste », l'élection de la direction sur une liste unique, renforcent notre autorité dans la vie politique nationale, dans le Front de gauche comme dans la gauche, ainsi que dans ns relations internationales. Les invités étrangers, dont la présence a marqué le congrès, nous ont tous dit leur satisfaction et leur intérêt.

Je ne développe pas plus. Cela nous donne évidemment beaucoup de responsabilités pour la suite. Ce congrès créé des attentes, il va falloir être à la hauteur. Nous avons, avec vous, pour y parvenir un parti uni et mobilisé, c'est un atout considérable.

2. Ma deuxième remarque, sans faire dans cette introduction de longues discussions politiques, sera pour confirmer l'actualité de nos décisions de congrès.

Chaque jour qui est passé, depuis en confirme la pertinence. Nous avons eu raison de mettre l'accent sur la nécessaire mobilisation des forces de changement, car elles se manifestent à nouveau avec force.

La manifestation autour des « Good Year », mardi, à laquelle Didier Le Reste a pris la parole en notre nom, comme la puissante grève des enseignants du premier degré en sont les derniers témoignages. Malgré un considérable et provocateur dispositif policier, la manifestation des « Good Year » a exprimé avec dignité la colère ouvrière qui grandit.

L'adoption de la loi sur le mariage pour tous montre que le changement, même face à des forces conservatrices déchaînées, est possible. Comme l'a souligné Marie-George Buffet dans l'Humanité d'hier, « avec du courage, la gauche peut réussir ».

Au même moment, face à la remontée des exigences sociales, la pression idéologique reprend de plus belle sous la houlette de la Cour des Comptes pour exiger l'accélération de la réduction des dépenses publiques. C'est-à-dire, exactement l'inverse de ce qui remonte des forces sociales. Le thème de la « Faillite » de la France est relancé pour contenir toute velléité de changement de cap réel.

Pourtant, l'impasse et l'engrenage régressif vers lesquels nous entraînent les choix actuels sont eux aussi avérés. Le gouvernement est en train de reconnaître ce que nous disions depuis le début. : ni les 0,8 % de croissance, ni la réduction du déficit à 3 % ne sont crédibles. L'adoption d'un budget d'austérité de l'Union européenne, à rebours de toutes les exigences de relance européenne, sont un autre signe de la faillite dans laquelle nous poussent ces politiques.

Nous avons donc raison, le changement est plus nécessaire que jamais. Et ce n'est évidemment pas en cherchant à apaiser les marchés, leurs actionnaires et leurs intérêts financiers qu'on trouvera le chemin des solutions nécessaires. Au contraire.

La timidité de la loi bancaire actuellement en discussion au Parlement n'est pas à la hauteur. Nos groupes à l'Assemblée et au Sénat bataillent pour l'enrichir. Quant à l'affaire Findus, elle révèle la puissance du cynisme de cette folle logique du marché et du fric.

Après le cheval et le porc estampillé bœuf, le scandale alimentaire des plats préparés est révélateur des dérives de l'agrobusiness où priment les seuls intérêts financiers. Si à cette heure, l'affaire Findus ne comporte pas de risque sanitaire avéré, elle révèle la déloyauté récurrente vis à vis des consommateurs et une fraude manifeste.

La réduction progressive de l'intervention des pouvoirs publics dans ce secteur économique, comme le révèlent nos communiqués et les interventions de A Chassaing et P Le Hyaric, est précisément dangereuse. Le contrôle de la chaîne de qualité devient un « autocontrôle » et des chefs d'entreprise se retrouvent juges et parties.

Ce sont des politiques d'austérité menées dans chaque état membre, la révision générale des politiques publiques (RGPP) imposée par Sarkozy en 2007, qui conduisent à réduire le nombre de contrôleurs, de douaniers, de vétérinaires.

Le dernier conseil européen vient encore de tailler dans ses dépenses chargées de permettre ces contrôles, en sabordant, en taillant son budget en direction de la politique agricole commune.

Les ministres de la consommation, de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont appelé bien sagement à un code de bonne conduite de la filière viande, mais la responsabilité des gouvernements successifs est engagée. Depuis plusieurs décennies ils se sont refusés à encadrer les marges et les pratiques de la grande distribution, chaînes de restauration et transformateurs.

Les organisations paysannes, de salariés, consommateurs n'ont eu de cesse de revendiquer relocalisations, traçabilité et qualité.

Il est temps de stopper la double peine alimentaire des familles modestes condamnées à se nourrir à bas prix et sans garanties sur la composition des produits.

Nous déposerons cette fin de semaine une proposition de loi en faveur de l'indication géographique obligatoire des produits transformés et nous demandons l'ouverture d'une commission d'enquête. Nous porterons ces propositions en nous rendant dans quelques jours au Salon de l'Agriculture.

Nous sommes donc amplement fondés à mettre en œuvre avec ambition nos orientations de Congrès.

Je rappelle une autre échéance immédiate, importante. Le 27 février, sera discutée au Sénat, notre proposition de loi d'amnistie sociale. Il a manqué hier en commission une voix d'un radical de gauche pour que cette proposition soit adoptée, 21 pour et 21 contre, ce qui donne un avis négatif.. L'exigence de l'adoption de ce texte de justice sociale par la majorité de gauche doit donc grandir encore. Le 25 février, un meeting aura lieu à Paris et le 27 février les organisations du Front de gauche ont décidé d'appeler à un rassemblement devant le Sénat.

Je ne développe pas plus. J'en viens aux propositions sur notre ordre du jour.

Les propositions que je vais vous soumettre sont guidées par une seule ambition : doter le conseil national d'un dispositif de travail le plus efficace possible pour répondre à l'impératif de travail collectif qui, seul, nous permettra la réussite dans la mise en œuvre des orientations du congrès.

Je vous propose donc une équipe qui, forte de sa diversité d'expériences et de générations, peut répondre aux tâches qui nous incombent.

Le Comité exécutif national ne concentrera pas toutes les tâches. C'est l'ensemble du Conseil national qui doit se les répartir, et même au-delà du CN, dans certains cas. Cf le rapport de Jacques Chabalier. Je pense à ceux qui ont quitté le CN (Francis Wurtz, Michel Laurent, Patrice Cohen Seat, Nicole Borvo...) qui ont dit leur disponibilité à continuer à travailler. C'est l'ensemble de ce conseil national qui doit se répartir le travail national. Je vous propose donc de procéder en deux temps : élire aujourd'hui la présidence, le trésorier et le CEN ; adopter l'ensemble de l'organigramme et de la répartition des tâches lors de notre prochain conseil national, que je propose de réunir le samedi 9 mars. Cela nous donnera les moyens de démarrer tout de suite avec le CEN et de prendre le temps de débattre avec chacune et chacun d'entre vous des tâches à se répartir.

Le Comité exécutif national, qui se réunit pour le moment le lundi après-midi, tous les 15 jours, a pour tâche d'animer le travail de direction du Conseil national et d'assurer la mise en œuvre de ses décisions. Cet organisme collectif assure autour du secrétaire national le travail exécutif de direction. En son sein, il peut se doter, comme le prévoit désormais officiellement nos statuts, d'une coordination qui assume au quotidien le suivi et l'animation du travail.

La proposition que je vais vous faire comporte 34 noms, 17 hommes et 17 femmes, pour le CEN et 10 noms, 5 hommes et 5 femmes, pour coordination. Le CEN précédent comptait 32 membres à partié et la coordination qui n'avait pas vraiment été élue n'était elle pas à parité, loin s'en faut.

L'un des grands défis sera de faire beaucoup mieux fonctionner le travail d'élaboration politique, collective et démocratique, au sein du conseil national. Cela suppose une meilleure articulation et circulation de travail entre les 3 échelons : CN, CEN et coordination.

Le CEN doit pour cela concentrer les grandes tâches exécutives qui concernent l'animation et l'organisation de la vie du Parti.

En plus de cela, je crois nécessaire qu'il réunisse en son sein les camarades en nombre suffisant chargés d'animer dans la durée notre travail de contenus, analyses, propositions et projet. J'en ai fait, comme vous le savez, un objectif prioritaire. Je piloterais en personne ce travail avec les dispositifs collectifs adéquates que je vais vous proposer.

La Liste des membres du CEN que je vous propose est la suivante :

### **17 femmes**

dont 10 qui en étaient déjà membres :

- Éliane Assassi
- Lydie Benoist
- Laurence Cohen
- Isabelle De Almeida
- Fabienne Haloui
- Danielle Lebail
- Isabelle Lorand
- Annie Mazet
- Christine Mendelshon
- Marie Pierre Vieu

et 7 nouvelles arrivées :

- Caroline Bardot – Inspectrice du Travail, Hauts de Seine, Conseil régional Ile de France
- Elsa Faucillon – secrétaire fédérale Hauts de Seine
- Emilie Lecrocq – vie du Parti- Seine St Denis
- Marine Roussillon – Responsable du secteur Ecole, Paris, normalienne, enseignante
- Lydia Samarbakhsh – travaille avec moi, Paris
- Véronique Sandoval – Secteur Travail
- Nathalie Simonnet – direction Fédération Seine St Denis

### **17 Hommes**

dont 12 qui étaient déjà membres :

- Patrice Bessac
- Jacques Chabaliér
- Eric Corbeaux
- Olivier Dartigolles
- Yves Dimicoli
- Jean Louis Frostin
- Frédéric Genevée
- Jean Luc Gibelin
- Bob Injey

- Patrick Le Hyaric – était invité, mais je propose qu'il fasse partie intégrante du CEN
- Jean Charles Nègre
- Francis Parny

et 5 nouveaux arrivés :

- Marc Brynhole – ancien secrétaire fédéral du Loiret, il a présidé la commission nationale des conflits
- Pierre Dharreville – secrétaire fédéral des Bouches du Rhône
- Gilles Garnier – Conseil général Seine St Denis
- Denis Rondepierre Vie du parti
- Pascal Savoldelli – Val de Marne

Parmi ces 34 membres, je propose que les dix membres de la coordination soient :

- Patrice Bessac
- Jacques Chabalier
- Olivier Dartigolles
- Bob Injey
- Jean-Charles Nègre
- Eliane Assassi
- Lydie Benoist
- Isabelle de Almeida
- Lydia Samarbakhsh
- Marie-Pierre Vieu

Je veux indiquer qu'il est possible que le CEN invite à toutes ou partie de ses réunions, comme il le faisait, des responsables du CN à divers titres : c'est notamment le cas avec le président de l'Anecr, Dominique Adenot, notre président du groupe à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, le secrétaire de la JC Nordine Idir ou encore le trésorier que nous allons élire.

Concernant le trésorier de notre parti, je vous propose de réélire Jean-Louis Lemoing à cette tâche qu'il a accomplie avec succès, depuis qu'il a succédé à Jean-Louis Frostin, qui, lui, remplace désormais pleinement Jean-Charles Nègre à la coordination du pôle Moyens.

Concernant la présidence du Conseil national, je vous propose d'élire Isabelle de Almeida à cette tâche.

Dans sa responsabilité de secrétaire fédérale de Côte d'Or, puis dans le CEN et la coordination où elle animait le travail en direction de la jeunesse, enfin dans la préparation du congrès sur les statuts, elle a montré sa capacité d'écoute et de

travail collectif.

Je propose qu'à ce titre, elle anime à mes côtés tout le travail de propositions et de projet, avec l'objectif que nous veillons ensemble à en faire l'affaire de tout le Conseil national.

Avec Isabelle, nous pourrions constituer une équipe de pilotage de ce travail. Elle pourrait compter Lydie Benoist dans la coordination, ainsi que plusieurs membres du CEN et du CN dont nous pourrions finaliser la liste d'ici le CN de mars. Je veux dire notamment qu'Alain Obadia, qui ne serait plus membre du CEN, prendra sa place dans ce comité de pilotage. François Auguste, que je veux remercier pour tout le mandat de Président du Conseil national qui l'a effectué avec beaucoup de sérieux et de réussite ces quatre dernières années, (il était en tant que président du CN invité au CEN) s'investira également dans ce travail de projet.

A propos des départs du CEN, je veux également remercier Jean-Marc Coppola, Laurent Pérea, Martine Gayraud, Catherine Peyge, et Marie-George Buffet qui, toutes et tous, prendront toute leur part de notre travail dans le CN sous d'autres formes comme chacune et chacun d'entre elles me l'a confirmé. Je veux également adresser mes remerciements à Michèle Guzemann, Simone Fayaud, et Fabienne Pourre qui ont quitté le CEN.

Je veux encore dire quelques mots des tâches dans le CEN que je vous propose.

Tout n'est pas entièrement finalisé et nous le ferons d'ici mars, mais chacune et chacun de celles et ceux que je vous propose a évidemment accepté de prendre sa part. Je veux toutefois vous préciser ce qui est déjà acté dans nos discussions dans l'organigramme. Afin de mieux assurer l'organisation concrète du travail de notre exécutif, en lien avec les moyens humains et matériels du siège, j'ai demandé à Jean-Charles Nègre d'être coordinateur de l'exécutif. Jean Charles Nègre assurait le rôle de coordination du pôle moyens. La transition a été faite avec Jean Louis Frostin. J'avais demandé il y a quelques mois, à Jean Charles de venir m'aider dans ce travail là et je propose de continuer. Il sera secondé par Denis Rondepierre. Il s'agit, à mes côtés, d'une fonction de coordination exécutive de notre travail, que je ne peux assumer seul avec mes collaborateurs, sachant qu'Isabelle devra impulser pour sa part toute l'animation de notre travail sur le contenu et les projet.

Patrice Bessac continue sur la formation des militants et adjoindra à cela dans le même esprit de formation et d'animation militante la communication interne. Bob Injey continuera sur le secteur de la communication.

Jacques Chabalier sur celui de la Vie du parti, avec comme adjointe Emilie Lecroq qui entre au CEN. Lydie Benoist prendra en charge la promotion des cadres, secteur qui n'est plus assuré depuis quelques temps, ce qui nous fait défaut. Eric Corbeaux continue d'animer le secteur «lieux de travail» qui est en plein développement, avec Didier Lestelle, qui anime pour nous le Front des luttes avec la volonté à laquelle nous allons travailler de penser ce que doivent être les

nouveaux objectifs de développement de ce front des luttes.

Olivier Dartigolles sera à mes côtés porte parole du parti. Francis Parny aura en charge le secteur des relations extérieures avec les forces politiques, Front de gauche et l'ensemble des partis de gauche. Rappelons que 73 membres des différents parties de gauche étaient présents au congrès. Il y a vraiment une curiosité. Marie-Pierre Vieu animera tout l'engagement des communistes dans le Front de gauche et les développements de sa démarche.

François Auguste pourrait reconstruire tout notre travail en direction des associations et du monde citoyen, secteur en friche qui n'est plus conduit nationalement. Je précise que si nous voulons travailler sur le projet de bonne manière, le dialogue avec ces forces est primordial.

Eliane Assassi est présidente de notre groupe au Sénat. Elle assure, avec André Chassaing, le lien de travail avec nos parlementaires.

Patrick Le Hyaric est directeur de L'Humanité.

Laurence Cohen continuera d'animer le secteur Femmes, Frédérick Genevée celui des archives et du travail de mémoire, Jean-Luc Gibelin, celui de la santé et de la protection sociale, Marine Roussillon celui de l'école, Yves Dimicoli le secteur Economie.

A leurs côtés, Marc Brynhole, Pierre Dharréville, qui a déjà en charge le secteur laïcité et relations avec les croyants, Caroline Bardot, Elsa Faucillon, Fabienne Haloui, Danielle Lebail, Isabelle Lorand qui s'occupe des droits de la personne et pourrait à l'avenir prendre en charge le secteur ville et urbanisme, Annie Mazet, Véronique Sandoval, déjà engagée sur le secteur du travail, et Nathalie Simonnet, vont tous prendre leur place dans le travail de contenus. Nous allons avancer dans la définition précise des attributions de chacune et de chacun, en lien avec la réflexion du Conseil national.

Enfin, deux modifications importantes.

Pascal Savoldelli prend en charge le secteur Élections, à l'aube de deux années cruciales 2014-2015, avec des enjeux majeurs pour notre parti. Nous allons mettre beaucoup de forces et de coordination y compris avec les Fédérations.

Lydia Samarbakhsh prend en charge le secteur international, Jacques souhaitant passer le témoin. Toujours membre du CN, il accompagnera Lydia dans cette nouvelle tâche.

Gilles Garnier prendrait en charge les questions européennes, Christine Mendelsohn continuant jusqu'au congrès de Madrid en décembre 2013 de nous représenter au bureau exécutif du PGE. Après Madrid, peut être y aura t-il une évolution. Sur l'international, le congrès a marqué une étape importante. Ce qui nous donne beaucoup de responsabilités. Je veux remercier Jacques, et son secteur, sans eux rien n'aurait été possible. La relève peut être bonne avec ces propositions.

Encore une remarque, dans la répartition nationale d'ici le 9 mars, il faudra veiller

au lien avec l'ensemble des régions et des fédérations, ce qui n'était pas le cas. Les membres du CEN comme du CN seront sollicités.

D'ici le CN de mars, je propose que nous organisions la consultation individuelle de chaque membre du CN afin de confronter ses attentes et nos besoins, et de parvenir ainsi à l'organigramme de travail le plus efficace et le plus cohérent possible.

J'ajoute, beaucoup de camarades sont en charge de responsabilités et dont je n'ai pas évoqué les noms. Évidemment on ne va pas déconstruire ce qui marche. Beaucoup de secteurs vont continuer, d'autres sont à couvrir et je ne viens pas de présenter l'ensemble des tâches, de la répartition des tâches et de l'organigramme du parti.

—

**Pierre Laurent**

*Secrétaire national du Parti communiste français (PCF)*

Rapport introductif au Conseil national du 14 février 2013 – Sièges du Parti communiste, 2 place du Colonel Fabien Paris.